

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire

PRESENTATION GENERALE

Dénomination Sociale	MODERN LEASING-ML
Forme juridique	Société Anonyme
Siège social	Immeuble Assurances SALIM, Centre Urbain Nord, Lot AFH BC5 - 1082 Cité Mahrajène
Capital social	20 000 000 dinars
Date de la constitution	28 Mars 1997
Téléphone Fax	71 189 700 71 949 335
E-mail : Site web :	ML@modernleasing.com.tn www.modernleasing.com.tn
Législation particulière	la société est régie par la loi n°2001-65 du 10/07/2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la loi n°2006-19 du 02/05/2006. Elle est également régie par les dispositions de la loi n°94-89 du 26/07/1994 relative au leasing et de la loi n°94 - 90 du 26/07/1994 portant dispositions fiscales du leasing.
Secteur d'activité	Leasing mobilier et immobilier
Introduction en bourse	01/12/2010
Code ISIN	TN 0006720049

1. REPRESENTATIONS :

Agence Sousse	Immeuble HADRUMET- 2 ^{ème} étage Bureau N°24 BAB BHAR Place Farhat Hached 4000 Sousse	Téléphone : 73 215 222 Fax : 73 270 222 E- mail :agence.sousse@modernleasing.com.tn
Agence Sfax	Immeuble EL MORJENE 2 ^{ème} étage N°A2-4 Avenue de l'environnement – Route de Gabes KM1- Sfax 3000	Téléphone : 74 452 840 Fax : 74 452 980 E-mail : agence.sfax@modernleasing.com.tn
Agence Béja	Immeuble MERRICHE – 2 ^{ème} étage Avenue HABIB BOURGUIBA Béja 9000	Téléphone : 78 450 440 Fax : 78 450430 E-mail : agence.béja@modernleasing.com.tn

2. STRUCTURE DU CAPITAL

Actionnaires	Quantité	Pourcentage
BANQUE DE L'HABITAT	1 439 355	35,98%
SICAF BHEI	400 038	10,00%
EL BARAKA BANK	230 501	5,76%
SIM SICAR	227 839	5,70%
ASSURANCES SALIM	209 907	5,25%
SOCIETE EL BOUNIANE	150 000	3,75%
TRABELSI AHMED	91 450	2,29%
IMMOBILIERE SLIM	90 600	2,27%
AUTRES ACTIONNAIRES	1 160 310	29,01%
TOTAL GENERAL	4 000 000	100,00%

3. CONSEIL D'ADMINISTRATION

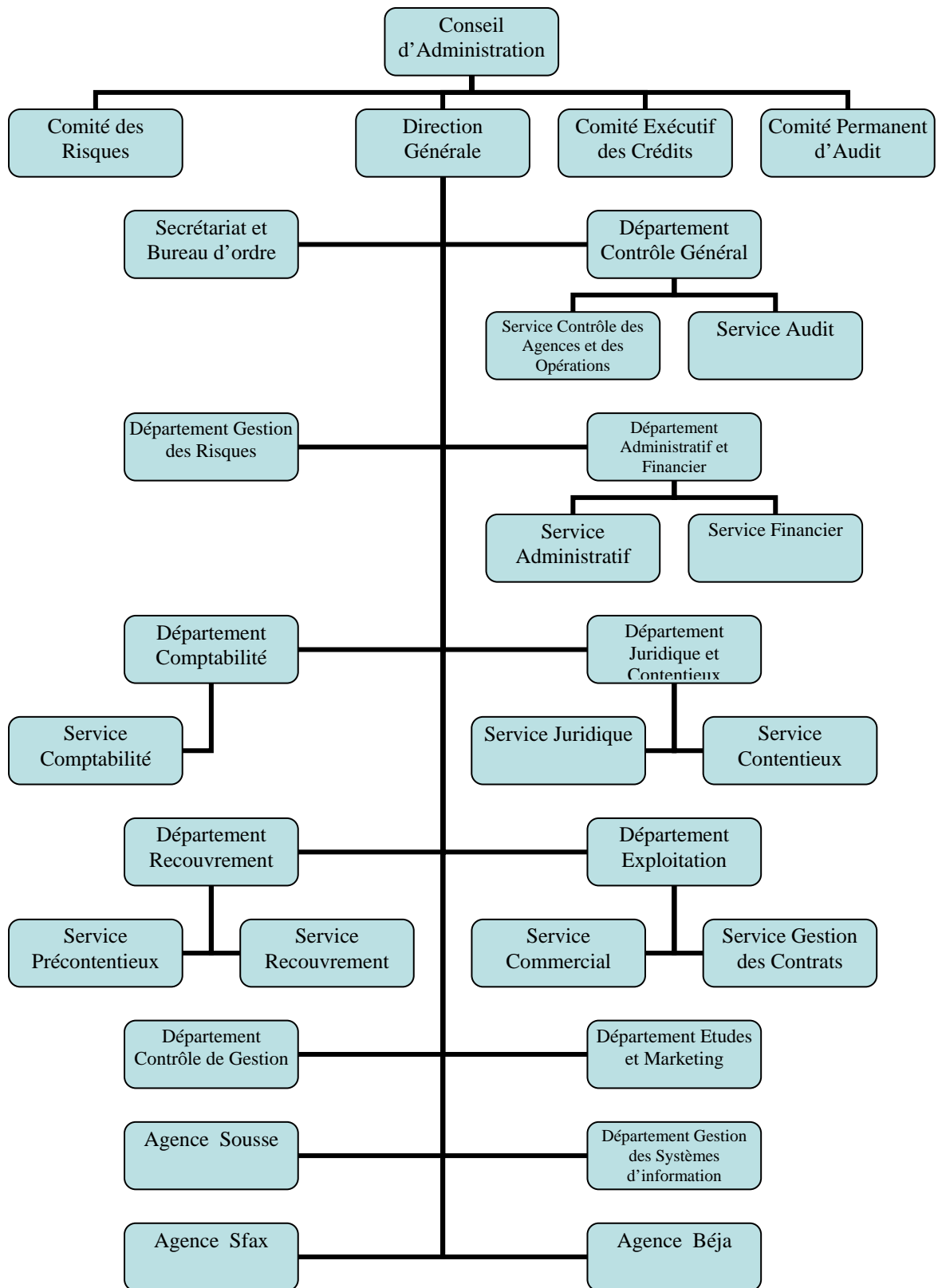
- **Présidente du Conseil : Mme Dalila BADER KOUBAA**
- **Directrice Générale : Mme Sonia BEN FREJ LARBI**

Nom ou Dénomination Sociale	Représentée par	Qualité	Mandat
Mme. Dalila BADER KOUBAA	Elle-même	Membre, Présidente	2011-2013
Banque de l'Habitat	Mr.Habib AMRI	Membre	2011-2013
Assurances Salim	Mr.Tejeddine ELACHEK	Membre	2011-2013
SIM SICAR	Mr.Ahmed BEN YOUSSEF	Membre	2011-2013
Société EL BOUNIANE	Mr. Taher BABAY	Membre	2011-2013
Immobilier Slim	Mr. Slim BELARBI	Membre	2011-2013
ALBaraka BANK	Mr. Jilani BELLAGHA	Membre	2011-2013
Société SICAF Epargne Invest	Mr. Lamine REZGUI	Membre	2011-2013
Mr.Ahmed TRABELSI	Lui -même	Membre	2011-2013
Mr.Taieb GHALI	Lui- même	Membre	2011-2013
Mme Najoua BOUASSIDA	Elle-même	Membre indépendant	2012-2014
Mr Noureddine YAICHE	Lui- même	Membre indépendant	2012-2014

CONTROLE

Commissaires aux comptes	Adresse	Mandat
Cabinet Mohamed AMMAR d'Audit & Conseil « CMA »	Rue du Lac Huron Immeuble RAHMA 2^{ème} étage, App A7 Les Berges du Lac 1053 Tunis	2012-2014
La PROAUDIT	Rue Abu Hamed El Ghazali Immeuble des Chalets 2^{ème} étage, App 21 1073 Montplaisir-Tunis	2012-2014

4. ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE





Conjoncture Internationale

L'environnement international a été marqué, au cours de l'année 2012, par le ralentissement de l'activité économique mondiale, l'affaiblissement de la demande internationale sous l'effet, notamment, de la persistance de la crise de la dette souveraine dans la Zone Euro, des mesures d'assainissement budgétaire prises dans plusieurs pays ainsi qu'une instabilité des marchés financiers internationaux. Dans ce contexte, la croissance économique mondiale est revenue à 3,2% contre 3,9% en 2011.

En zone Euro, l'économie est entrée officiellement en récession à partir du 3^{ème} trimestre 2012, avec une contraction du PIB de 0,6 % à fin 2012, la crise de la dette souveraine et du secteur bancaire ainsi que l'incertitude et la volatilité qu'elles suscitent ont freiné l'activité économique.

Aux Etats-Unis, la croissance économique a été marquée par un redressement au cours de l'année 2012 soit 2,3% contre 1,8% en 2011. La confiance des consommateurs est soutenue par l'amélioration des marchés de l'emploi et de l'immobilier.

Pour leur part, **les marchés des changes internationaux** ont été marqués en 2012, notamment, par la dépréciation de l'euro de 7,6% en moyenne vis-à-vis du dollar revenant de 1,3921 à 1,2865 dollar pour un Euro et ce, en raison de la montée des craintes concernant la crise de la dette souveraine dans la Zone Euro et de la récession économique dans les pays de la région alors que l'économie américaine a enregistré une certaine reprise en 2012.

Sur le plan des politiques monétaires, les principales banques centrales ont pris de nouvelles mesures d'assouplissement par le rachat des dettes souveraines sur le marché secondaire afin de soutenir l'activité économique et atténuer les effets de la crise européenne de l'endettement public. Pour sa part la Réserve Fédérale Américaine a décidé de maintenir son taux directeur inchangé afin de soutenir l'activité économique et réduire le chômage

* Sources : BCT - APBEFT



Conjoncture Nationale

L'économie nationale a pu sortir en 2012 de la situation de récession qu'elle avait connue un an plus tôt et amorcer une reprise économique progressive ayant concerné la plupart des secteurs d'activité, notamment l'agriculture et les services qui ont été caractérisés par une amélioration des indicateurs et plus récemment dans l'industrie, notamment au niveau des industries manufacturières orientées vers l'exportation.

Pour ce qui est de l'inflation, le taux d'inflation a atteint 5,9 % en termes de glissement annuel contre 3,5% durant la même période de l'année 2011 ; cette accélération est imputable surtout à la hausse des prix des produits alimentaires.

Les investissements étrangers ont connu une progression de 29% durant l'année 2012 contre une baisse de 31,9% en 2011, de ce fait les réserves en devises ont été de 12,151MDT au 25 Décembre 2012 l'équivalent de 115 jours d'importation contre 113 jours à fin 2011.

Sur le plan touristique, et à fin 2012, les entrées de touristes étrangers ont augmenté de 24,4% après une baisse de 30,7% pour la même période en 2011. Corrélativement, le nombre de nuitées touristiques globales a atteint environ 30 millions d'unités, au cours de l'année 2012, enregistrant ainsi une hausse de 45,2% après une baisse de 42% pour la même période de 2011.

Sur le plan monétaire, on a enregistré une amélioration à la fin de l'année 2012 avec la poursuite du retour des billets de banque au secteur bancaire, dépassant 700MDT, depuis fin Août, ce qui a réduit l'intervention de la BCT sur le marché monétaire à 4.253MDT à la fin du mois de décembre 2012 contre une moyenne de 5.143MDT au cours du mois précédent de la même période.

Le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire s'est situé à 4,10% au cours du mois de décembre contre 4,18% pour le mois de novembre.

Par référence aux taux de change moyens durant l'année 2012 et comparativement à la même période de l'année 2011, le dinar a connu une dépréciation de 10,7% à l'égard du dollar américain, de 2% vis à vis de l'euro, de 12,2 % vis à vis du yen japonais et de 4% par rapport au dirham marocain.

Du côté de la bourse, l'indice Tunindex a enregistré une baisse de 8,05%, contre une progression de 7,6% en 2011.

* Source : BCT

ACTIVITE DE LA SOCIETE

Les Approbations :

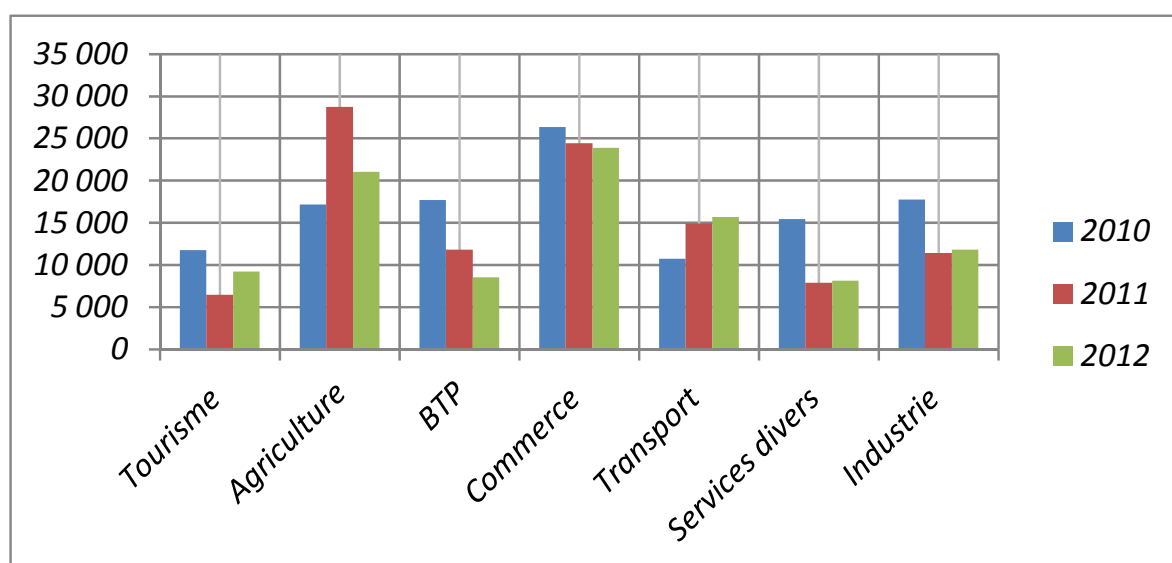
Au 31/12/2012, ML a approuvé **2 235** demandes de financement portant sur une enveloppe de **99MD** touchant tous les secteurs de l'économie contre **2765** demandes en 2011, soit **106MD** d'approbations, accusant une régression de **6,86%**.

Il convient de souligner que l'ensemble du secteur du leasing a connu une évolution de **18,10%**.

La répartition par secteur profite essentiellement aux secteurs de l'agriculture, du commerce et du transport qui accaparent **61,65%** des approbations accordées au 31/12/2012.

Les parts revenant aux secteurs du tourisme, des services et de l'industrie ont enregistré une légère augmentation passant respectivement de **6,13%**, **7,49%** et **10,81%** en 2011 à **9,40%**, **8,26%** et **12,00%** au 31/12/2012 contre une baisse pertinente des parts revenant aux secteurs de l'agriculture et du BTP qui sont passées respectivement de **27,20%**, et **11,16%** en 2011 à **21,39%** et **8,70%** en 2012, comme le montre le tableau suivant :

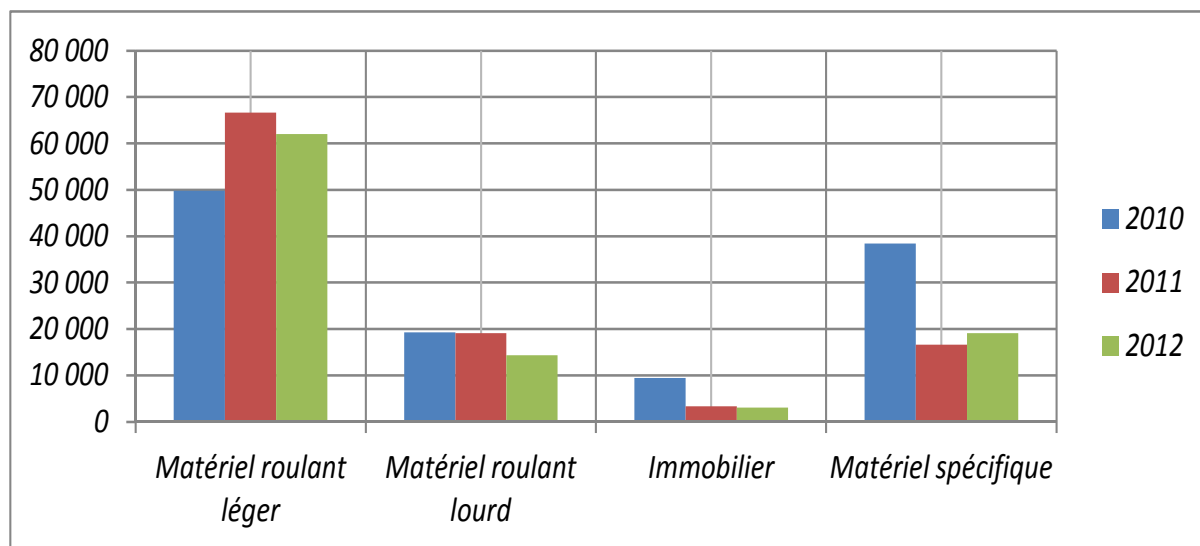
Secteur	31/12/2010		31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Tourisme	10,07%	11 784	6,13%	6 482	9,40%	9 257
Agriculture	14,66%	17 161	27,20%	28 765	21,39%	21 073
BTP	15,13%	17 705	11,16%	11 812	8,70%	8 567
Commerce	22,52%	26 357	23,08%	24 415	24,28%	23 916
Transport	9,20%	10 770	14,12%	14 931	15,97%	15 733
Services divers	13,24%	15 488	7,49%	7 919	8,26%	8 139
Industrie	15,18%	17 767	10,81%	11 429	12,00%	11 817
Total	100%	117 032	100%	105 753	100%	98 502



La répartition des approbations par nature de biens est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente 96,87% du total des approbations en 2012 contre 96,85% en 2011.

Il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger représentant **62,93%** du total des approbations en 2012 contre **63,04%** en 2011, contre une baisse pertinente de la part revenant au matériel roulant lourd qui est passée de **18,08%** en 2011 à **14,55%** en 2012.

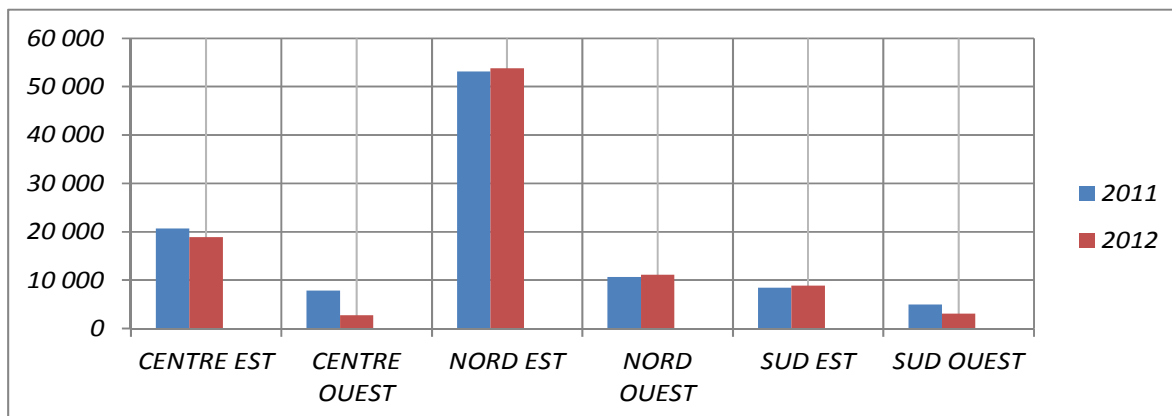
Nature de bien	31/12/2010		31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Matériel roulant léger	42,57%	49 815	63,04%	66 671	62,93%	61 983
Matériel roulant lourd	16,49%	19 297	18,08%	19 117	14,54%	14 327
Immobilier	8,09%	9 467	3,15%	3 327	3,13%	3 084
Matériel spécifique	32,86%	38 453	15,73%	16 639	19,40%	19 108
Total	100%	117 032	100%	105 754	100%	98 502



Répartition des approbations par région

- La région du **Nord Est** accapare **54,58%** des approbations en 2012 contre **50,26%** en 2011. Les gouvernorats du Grand Tunis détiennent 80,5 %.
- La région du **Nord Ouest** détient **11,30%** des approbations en 2012 contre **10,07%** en 2011. Les gouvernorats de Béja et Jendouba détiennent 82,91 %.
- La région du **Centre Est** détient **19,15%** des approbations en 2012 contre **19,55%** en 2011. Le gouvernorat de **Sousse** détient **58,54 %**.
- La région du **Centre Ouest** détient **2,80%** des approbations en 2012 contre **7,44%** en 2011.
- La région du **Sud Est** détient **9,04%** des approbations en 2012 contre **7,98%** en 2011. dont 78,71% pour le gouvernorat de **Sfax**.
- La région du **Sud Ouest** détient **3,12%** des approbations en 2012 contre **4,70%** en 2011. Le gouvernorat de **Sidi Bouzid** détient **81,05 %**.

Région	31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant
CENTRE EST	19,55%	20 672	19,15%	18 865
CENTRE OUEST	7,44%	7 863	2,80%	2 756
NORD EST	50,26%	53 155	54,58%	53 764
NORD OUEST	10,07%	10 651	11,30%	11 134
SUD EST	7,98%	8 434	9,04%	8 906
SUD OUEST	4,70%	4 975	3,12%	3 077
Total général	100,00%	105 750	100,00%	98 502



• Contribution des agences :

Il à noter que la contribution des agences en matière d'approbations représente 42% des approbations :

Sfax : 15,84 %

Sousse : 15,76 %

Béja : 10,86 %.

Les Mises en force :

A fin 2012, le montant des mises en forces porte sur une enveloppe de **73,80MD** touchant tous les secteurs de l'économie contre **80,40MD** en 2011, accusant ainsi une baisse de **8,26%**.

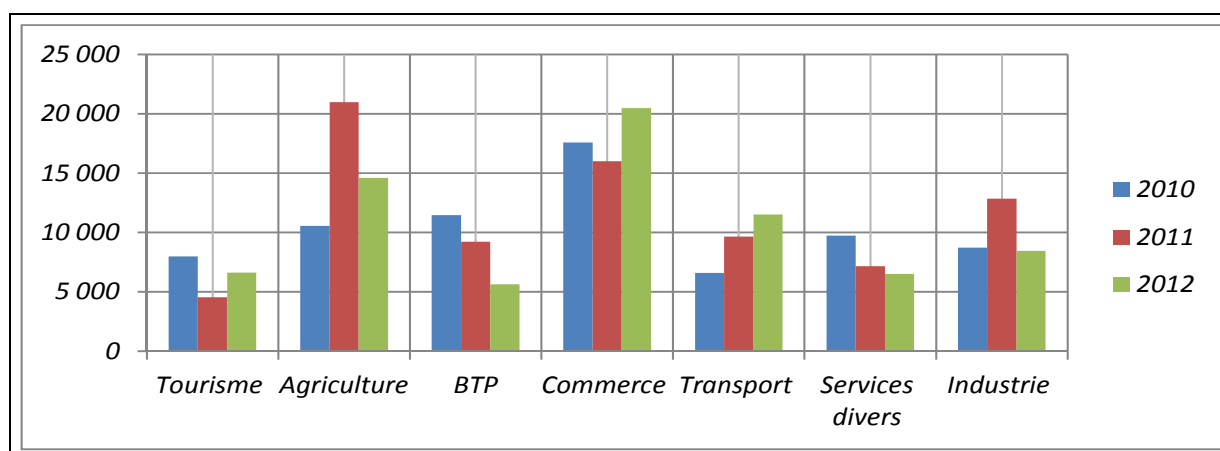
Le secteur de leasing a connu une évolution de 16,20 % revenant ainsi au niveau de la production de 2010. La production de ML en 2012 se situe également à son niveau de 2010 (72,6MD).

Il est à signaler que le montant moyen des contrats mis en force est passé de **41,53mD** en 2011 à **38,12mD** en 2012.

A/La répartition des MEF par secteur

Les parts revenant aux secteurs de l'agriculture, du BTP et de l'industrie ont accusé une baisse remarquable passant respectivement de **26,08%,11,47% et 15,96%** en 2011 à **19,79%, 7,64% et 11,47%** en 2012 contre une évolution pertinente des parts revenant aux secteurs de tourisme, commerce et transport qui sont passées respectivement de **5,67%, 19,91% et 12,00 %** en 2011 à **8,96%, 27,72 % et 15,59%** en 2012, comme le montre le tableau suivant :

Secteur	31/12/2010		31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Tourisme	11,00%	7 992	5,67%	4 563	8,96%	6 613
Agriculture	14,54%	10 559	26,08%	20 983	19,79%	14 606
BTP	15,77%	11 459	11,47%	9 227	7,64%	5 640
Commerce	24,19%	17 571	19,91%	16 014	27,72%	20 458
Transport	9,06%	6 585	12,00%	9 652	15,59%	11 506
Services divers	13,41%	9 743	8,91%	7 169	8,82%	6 510
Industrie	12,02%	8 735	15,96%	12 835	11,47%	8 467
Total	100%	72 644	100%	80 443	100%	73 800

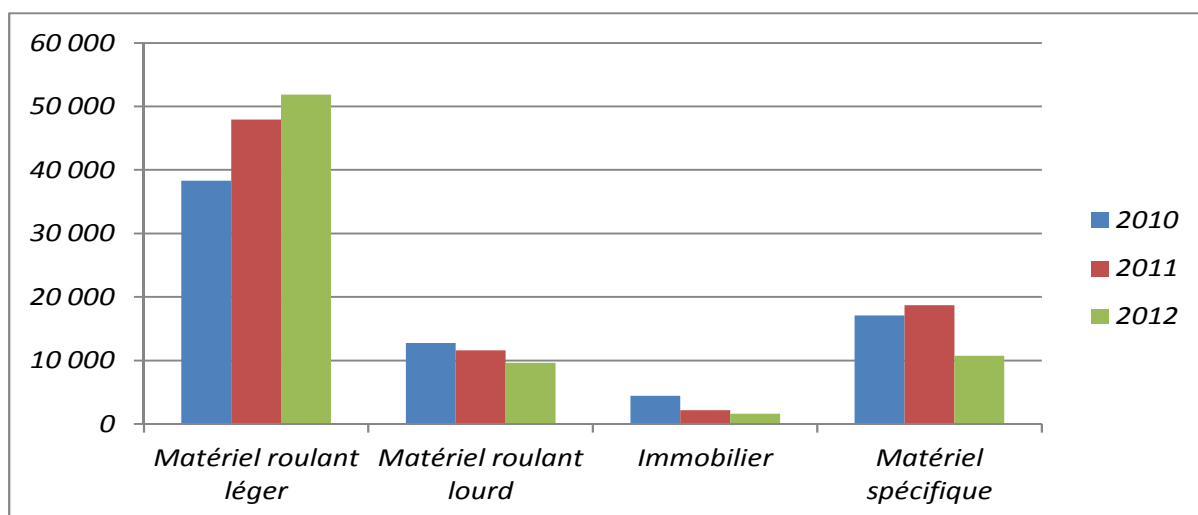


B/La répartition par nature de biens

La répartition de la production par type de biens est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente **97,82%** des mises en force en 2012 contre **97,27%** en 2011.

La part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger représentant **70,25%** du total des mises en force en 2012 contre **59,59%** en 2011. Il est à noter également une régression moins notable de la part revenant au matériel roulant lourd et l'immobilier, comme le montre le tableau suivant :

Type de bien	31/12/2010		31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Matériel roulant léger	52,75%	38 322	59,59%	47 938	70,25%	51 843
Matériel roulant lourd	17,59%	12 776	14,42%	11 598	13,03%	9 613
Immobilier	6,14%	4 463	2,73%	2 193	2,18%	1 610
Matériel spécifique	23,52%	17 083	23,26%	18 714	14,54%	10 734
Total	100%	72 644	100%	80 443	100%	73 800



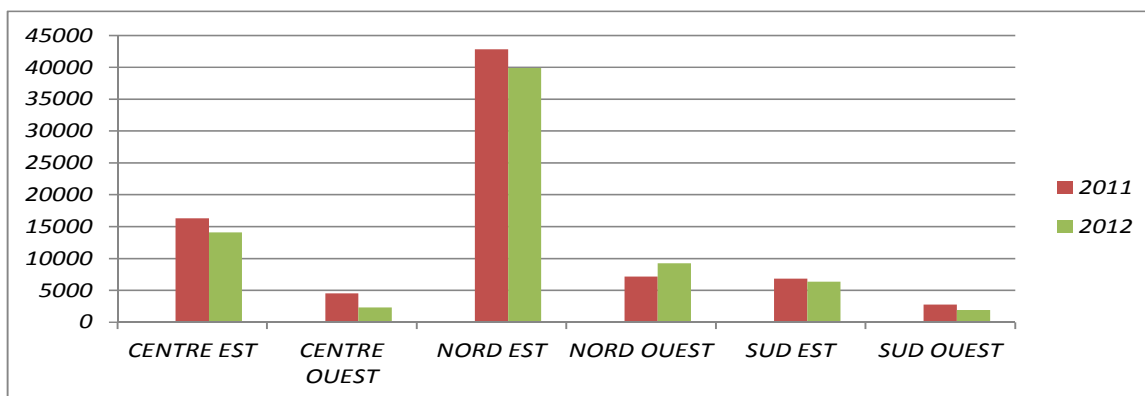
C/Répartition des MEF par région :

A fin 2012, les Mises en forces sont réparties par région comme suit :

- La région du **Nord Est** accapare **54,03%** des MEF en 2012 contre **53,24%** en 2011, il est à noter que les gouvernorats de grand Tunis détiennent **78,63 %**.
- La région du **Nord Ouest** détient **12,52%** des MEF en 2012 contre **8,89%** en 2011. Les gouvernorats de Béja et Jendouba détiennent 83,95 %.
- La région du **Centre Est** détient **19,09%** des MEF en 2012 contre **20,28%** en 2011, il est à noter que le gouvernorat de **Sousse** détient **89,20 %**.
- La région du **Centre Ouest** détient **3,14%** des MEF en 2012 contre **5,64%** en 2011.
- La région du **Sud Est** détient **8,64%** des MEF en 2012 contre **8,53%** en 2011 dont **82,24 %** pour le gouvernorat de Sfax.
- La région du **Sud Ouest** détient **2,59%** des MEF en 2012 contre **3,42%** en 2011. Le gouvernorat de **Sidi Bouzid** détient **77,37 %**.

En mD

Région	31/12/2011		31/12/2012	
	%	Montant	%	Montant
CENTRE EST	20,28%	16 314	19,09%	14 086
CENTRE OUEST	5,64%	4 535	3,14%	2 314
NORD EST	53,24%	42 827	54,03%	39 875
NORD OUEST	8,89%	7 153	12,52%	9 237
SUD EST	8,53%	6 862	8,64%	6 374
SUD OUEST	3,42%	2 752	2,59%	1 914
Total général	100,00%	80 443	100,00%	73 800



Contributions des agences :

Il à noter que la contribution des agences en matière de production représente **44%** :

Sfax : 15,86 %

Sousse : 15,41 %

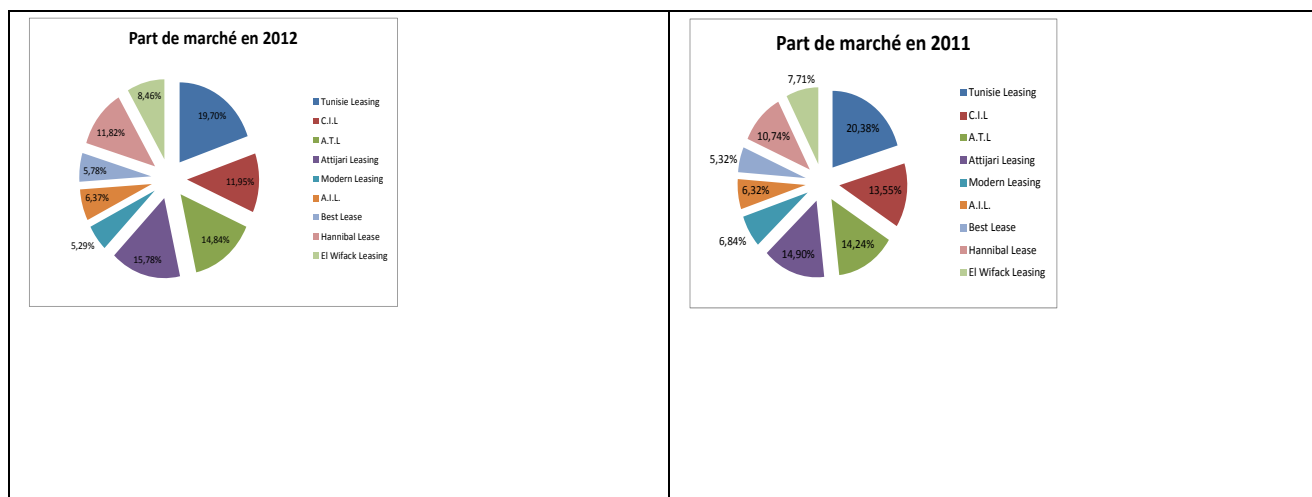
Béja : 12,43 %.

Par Nature du bien

Type de bien	Siège		Agence Sousse		Agence Sfax		Agence Béja	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Matériel roulant léger	29 951	72,08%	6 875	72,08%	7 221	60,33%	7 796	61,68%
Matériel roulant lourd	4 231	10,18%	926	10,18%	3 420	8,17%	1 036	29,21%
Immobilier	1 256	3,02%	354	3,02%	0	3,12%	0	0,00%
Matériel spécifique	6 115	14,72%	3 215	14,72%	1 066	28,37%	338	9,11%
Total	41 553	100%	11 370	100%	11 707	100%	9 170	100%

Positionnement

Société	Mises en force 2012	Part de marché en %	Mises en force 2011	Part de marché en %
Tunisie Leasing	274,7	19,70%	239,5	20,38%
C.I.L	166,6	11,95%	159,3	13,55%
A.T.L	207,0	14,84%	167,3	14,24%
Attijari Leasing	220,1	15,78%	175,1	14,90%
Modern Leasing	73,8	5,29%	80,4	6,84%
A.I.L.	88,9	6,37%	74,3	6,32%
Best Lease	80,6	5,78%	62,5	5,32%
Hannibal Lease	164,9	11,82%	126,2	10,74%
El Wifack Leasing	118,0	8,46%	90,6	7,71%
Total	1 394,6	100%	1 175,3	100,00%



Le Rendement :

Le rendement moyen des contrats réalisés en 2012 a été de 9,81 % contre un taux moyen de 10,27 % en 2011. Il est à noter que le taux moyen de nos contrats reste supérieur au taux moyen du secteur qui est de 9,52%.

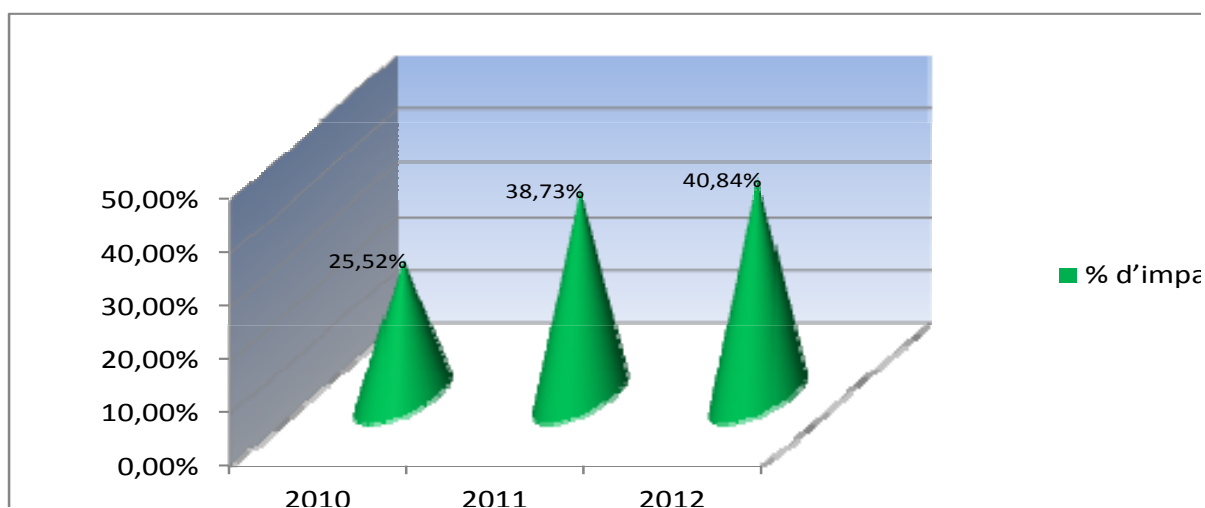
LE RECOUVREMENT

Le Retour des impayés :

Le chiffre net des effets retournés impayés pour l'exercice 2012 est de **26 903mD** soit une augmentation de **34,65%** par rapport à 2011, pour une évolution du chiffre d'affaires (hors autofinancement) de **27,70%** (**51 589mD** en 2011 et **65 879mD** en 2012). L'aggravation du retour des impayés entre 2011-2012 a été de **2,09%** du Chiffre d'Affaires :

(En mD)

Période	2010	2011	2012	2012 BP
Chiffre d'affaires hors autofinancement	44 790	51 589	65 879	78 285
Retour Impayés	11 431	19 980	26 903	29 748
% d'impayés	25,52	38,73	40,84	38,00

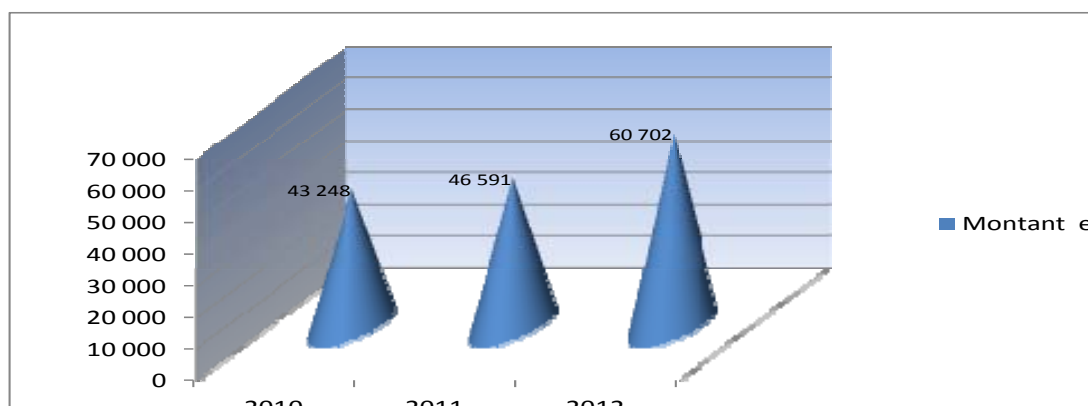


A/Montant de recouvrement global sur le Chiffre d'affaire hors autofinancement 2012 :

Le montant du recouvrement global sur le chiffre d'affaires hors autofinancement de 2012 est de **60,70MD** soit un taux de recouvrement de **92,14%**, ce qui représente une amélioration de 1,83 en pourcentage par rapport à 2011.

En mD

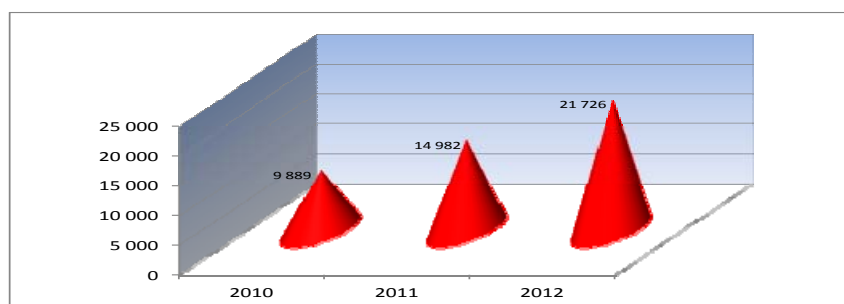
Rubriques	2010	2011	2012	2012 BP
Recouvrement sur le Chiffre d'affaires hors autofinancement	43 248	46 591	60 702	75 310
Taux	96,56%	90,31%	92,14%	96,20%



B/Montant de recouvrement des impayés loyers 2012 :

Le montant global du recouvrement des impayés loyers de l'exercice 2012 a été de **21,72MD** soit un taux de **80,76%** contre **75,01%** en 2011.

Rubriques	2010	2011	2012	2012 BP
Montant en mD	9 889	14 982	21 726	26 773
Taux	86,52%	75,01 %	80,76 %	90 %

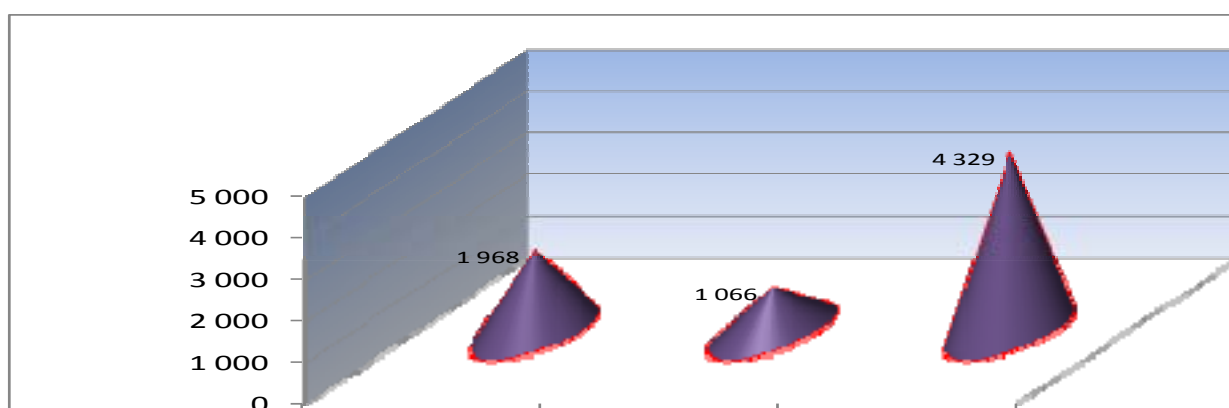


C/Montant de recouvrement global des impayés antérieurs à 2012:

Le montant global du recouvrement des impayés réalisé au cours de l'exercice 2012 sur les impayés antérieurs à l'exercice a été de **4,33MD** soit un taux de **63,61%** contre **45,81%** en 2011.

(En mD)

Rubriques	Ant. 2010	Ant. 2011	Ant. 2012	Ant.2012 BP
Impayés	3 805	3 377	6 806	6 462
Recouvrement	1 968	1 066	4 329	2 261
Taux	51,72%	45,81 %	63,61 %	35 %

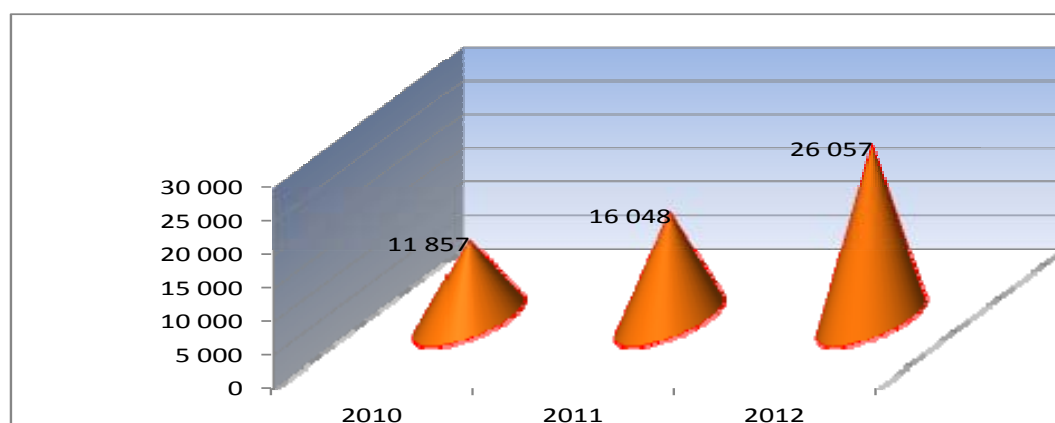


D/Montant de recouvrement global des impayés :

Le taux du recouvrement global des impayés réalisé au cours de l'année 2012 a enregistré une augmentation par rapport à 2011 passant de **16MD** à **26MD** ce qui représente un taux de recouvrement de **77,30%** contre **70,82%** en 2011 :

(En mD)

Rubriques	2010	2011	2012	2012 BP
Impayés Global	15 234	22 660	33 711	36 294
Recouvrement	11 857	16 048	26 057	29 035
Taux	77,83%	70,82%	77,30%	80%



L'impayé par rapport à l'encours net :

Compte tenu de ce qui précède, le taux des impayés de 2012 par rapport à l'encours est de **5,16 %**, soit le même que de 2011.

(En mD)

Période	2010	2011	2012	2012 BP
Solde impayés	3 377	6 806	7 653	7 175
% de l'encours	3,38%	5,16%	5,16%	4,63 %

La Qualité du portefeuille clients et la proportion des créances classées :

Le volume des créances classées a augmenté passant de **14,97MD** en 2011 à **22,27MD** à fin 2012, ainsi, le taux de créances classées s'est aggravé de **3,5** points, passant de **10,85%** en 2011 à **14,39 %** à fin 2012, la moyenne du secteur était de **8,5%** à fin 2011.

Le taux de couverture des créances classées est passé de **38,26%** en 2011 à **50,88%** à fin 2012 sachant que la moyenne du secteur était de **66 %** à fin 2011.

Le faible niveau du taux de couverture s'explique essentiellement par l'importance des créances classées en B2 et B3 et pour lesquelles le niveau de couverture requis est limité.

Désignation	2010		2011		2012	
	Risque	Part%	Risque	Part%	Risque	Part%
Classe 0	83 070	80,47%	84 249	60,76%	98 175	63,43%
Classe 1	14 589	14,13%	38 820	28%	34 370	22,21%
Classe 2	744	0,72%	2 411	1,74%	6 791	4,39%
Classe 3	80	0,08%	6 600	4,76%	3 523	2,28%
Classe 4	4 746	4,60%	6 578	4,74%	11 965	7,70%
TOTAL	103 229	100%	138 658	100%	154 823	100,00%

Tableau d'évolution des indicateurs de portefeuille des créances :

Année	2010	2011	2012	2012 BP
Risque Global	103 196	137 890	154 823	171 718
Volume des Créances Classées	5 570	14 969	22 278	21 465
Encours des provisions et Agios	4 678	5 727	11 336	9 015
Part des Créances Classées	5,40%	10,85%	14,39%	12,50 %
Taux moyen du secteur	7,5%	8,5%	8,2% (*)	
Taux de Couverture des Créances Classées	84,00%	38,26%	50,88%	42,00 %
Taux moyen du secteur	76%	66%		

(*) Juin 2012 – Source APTBEF

LE CONTENTIEUX :

A fin 2012, le montant des créances contentieuses porte sur une enveloppe de **5,54MD** touchant tous les secteurs de l'économie contre **5,46MD** en 2011, accusant ainsi une légère augmentation de **1,37%**.

Ainsi le montant des engagements contentieux en 2012 représente **3,58 %** du total engagement client, contre **3,96 %** en 2011.

(En md)

Situation Contentieux	2011		2012		variation
	Risque	Part en %	Risque	Part en %	
En Jugement	568	8,64%	36	0,30%	-93,66%
Entreprise en difficultés	339	5,15%	331	2,77%	-2,36%
En exécution	2 966	45,10%	2 350	19,64%	-20,77%
Recours sur le fonds	2 080	31,63%	2 858	23,89%	37,40%
Affaires en consolidation et/ou arrangement	624	9,49%	6 390	53,41%	924,04%
Total	6 577	100,00%	11 965	100,00%	81,92%

Le risque des créances de recours sur le fond a connu une aggravation importante de 6 points en pourcentage, passant de 31,63 % en 2011 à 37,40 % au 31/12/2012, suite à l'accroissement du nombre des actions en paiement intentées à l'encontre des clients qui ont fait objet de PV de carence au niveau du référé et/ou accusant des moins-value de cession.

Recouvrement sur les créances contentieuses

Au cours de 2012, le montant de recouvrement sur les créances contentieuses est de **4 550mD** contre **1 500mD** en 2011 soit une évolution de **213,36%**. Cette augmentation provient de l'intensification des récupérations pour cessions et/ou relocations.

Il est à noter que **45,30 %** du recouvrement contentieuses soit **2 063 md** provient des règlements clients suite a des actions de pressions et un suivi permanent de la part de l'équipe de département contentieux.

En mD

Règlement (sans montant des cessions ITNL et des relocations)		Montant des cessions ITNL		Montant des relocations	
2011	2012	2011	2012	2011	2 012
578	2 063	498	2 235	376	252

LES RESULTATS :

- Les revenus bruts de leasing sont passés de 10,46MD au 31/12/2011 à 13,57MD, soit une évolution de 29,73 %.
- Les produits nets de leasing ont évolué de 33,12%, ils représentent un taux de rendement net de l'encours de 5,36% contre 4,50% au 31/12/2011.
- Les charges financières s'élèvent à 6,54MD représentant 7,83% du chiffre d'affaires 2012 contre 5,02MD représentant 7,62% du chiffre d'affaires au 31/12/2011. L'encours de dette passe de 109,481MD en 2011 à 120,748MD au 31/12/2012.
- Les produits financiers nets sont passés de 126mD au 31/12/2011 à 117mD au 31/12/2012 soit une diminution de 7,14%.
- Les charges du personnel ont diminué légèrement de 2,84%. Elles représentent 2,25% du chiffre d'affaires 2012 contre 2,94% du chiffre d'affaires 2011.

Les dotations aux provisions pour créances douteuses se sont élevées à 5 031mD au terme de l'exercice 2012 contre 2 069mD pour la même période de 2011 ; les reprises de provisions passent de 1 278mD au 31/12/2011 à 1 132mD au 31/12/2012 ; ainsi, l'exercice s'achève avec une dotation nette de 3 899mD contre une dotation nette de 791mD au 31/12/2011 hors provision collective.

Le résultat net provisoire de la période ainsi dégagé est de 0,358mD, contre un résultat net de 0,259mD au 31/12/2011, soit une évolution de 38,22 %.

PERSPECTIVES :

Les axes de développement de la société Modern Leasing sont basés sur l'amélioration des différents indicateurs de performance en examinant les points faibles de nature à freiner le développement commercial de l'entreprise.

Ce développement prend en considération le renforcement de la synergie avec la Banque mère (Banque de l'Habitat) ainsi que l'ouverture des bureaux de représentation dans les régions à fort potentiel d'investissement et en rapport avec la répartition des engagements de la société.

Les objectifs d'équilibre et de rentabilité de Modern Leasing pourraient être réalisés à travers les axes de développement suivants :

Au niveau Commercial : notamment par l'amélioration de la qualité de service et le développement de nouveaux canaux de distribution, à travers des actions promotionnelles d'envergure avec certains fournisseurs.

Au niveau des ressources : par le recours au marché financier permettant la diminution du coût moyen des ressources et l'optimisation de sa politique de financement en vue d'améliorer sa compétitivité en matière de taux appliqué au niveau des financements.

Au niveau des emplois : par l'amélioration de la part de marché de la société dans le secteur, la diversification du portefeuille, le développement des financements aux profits des PME et des professions libérales et l'assainissement des engagements à travers le renforcement de l'activité de recouvrement et du contentieux.

Au niveau du respect de la réglementation et des règles prudentielles : à travers un meilleur suivi et encadrement des grandes relations afin d'anticiper et d'éviter des détériorations du portefeuille de la société. Ainsi que l'amélioration des règles de Bonne Gouvernance.

Au niveau de l'organisation et du système d'information : par l'automatisation générale des tâches d'exploitation et par la mise à jour du manuel de procédures existant afin d'élaborer une nouvelle version. Une optimisation du système procédural et organisationnel accompagnera ces actions à travers le renforcement du sentiment d'appartenance.

Au niveau du développement des ressources humaines : des actions de formation accompagneront un programme de développement des ressources humaines et d'investissements matériels et immatériels.